

LA RÉVOLUTION ET L'ÉTAT...

DE L'OURAL À L'ATLANTIQUE

Avec l'Europe «*de l'Oural à l'Atlantique*» qui se profile à l'horizon et qui pourrait bien redonner force et vigueur au «*pacte germano-soviétique*», lui-même héritier du «*traité de Rapallo*» (1), les travailleurs ont tout lieu d'être inquiets.

La bureaucratie du DGB, héritière de la social-démocratie allemande et, d'une certaine manière (bien qu'elle l'ait combattu), du nazisme, est en train de truster toutes les directions des organisations syndicales européennes, ce qui prouve que, si l'histoire n'est pas nécessairement un «*éternel recommencement*», elle n'en fait pas moins preuve d'une belle continuité. La «*nouvelle Europe*» qui se réalise avec un demi-siècle de retard pourrait bien, comme celle qui avorta avec la défaite des armées allemandes, être «*pan-germaniste*»!

Il semble bien également que, comparé à l'Europe du FMI et de la Trilatérale, celles de Yalta n'apparaissent, finalement, que comme une aimable plaisanterie. Il est vrai que Yalta, voulu par Staline, ne pouvait s'inscrire durablement dans l'histoire dès lors que Staline et sa bureaucratie n'étaient pas une «*classe*» fondée à écrire l'histoire mais, d'un point de vue historique, un accident, une sorte de péripétie.

LA LUTTE DES CLASSES

Fort heureusement, les choses ne se passeront pas forcément aussi simplement que l'escomptent les grands de ce monde (et leurs domestiques au premier rang desquels figure l'obscurantiste Delors, celui qui veut ramener Dieu dans les écoles de la République), la classe ouvrière demeure une réalité avec laquelle il faudra bien compter en dépit du «*lassalisme*» des bureaucrates du DGB et de leurs «*collaborateurs*» français de la CFDT (ici l'histoire se répète effectivement!).

Le processus de lutte des classes déjà engagée à l'échelle mondiale se poursuivra.

Pour autant, les militants ouvriers et, parmi eux, les révolutionnaires, auraient tort de sous-estimer la gravité de la situation et si nous ne voulons subir des échecs décisifs, il nous faut faire l'effort d'analyser lucidement la situation et, sans passion ni tabous idéologiques, tirer les leçons du passé.

Arthur Koestler a dit que nous étions «*du siècle des révolutions avortées...*»; c'est hélas vrai. Partout, la contre-révolution triomphe, partout les forces réactionnaires maintiennent et parfois reconstruisent le vieux monde fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Et l'on voit ressurgir les vieux démons. Certaines campagnes fondées sur «*l'anticommunisme*» ne sont pas sans rappeler de bien fâcheux souvenirs et, comme, toujours en de telles périodes, nombreux sont ceux qui désertent, trahissent... Ainsi va la vie!

(1) Traité de Rapallo du 16 avril 1922 entre l'Allemagne et la Russie, par lequel les deux pays renonçaient à leurs dettes de guerre réciproques, rétablissaient les relations diplomatiques, se promettaient la neutralité en cas de conflit avec une tierce puissance et le régime douanier de la nation la plus favorisée. L'Allemagne renonçait à réclamer les entreprises qui avaient été nationalisées par les soviets. Un accord secret permettait la venue d'officiers allemands pour leur permettre de s'initier aux armes interdites par le traité de Versailles.

UN TEXTE PRÉMONITOIRE...

Le texte de Malatesta que nous publions dans ce journal date de juillet 1919, soit environ 18 mois après la prise du pouvoir par les bolcheviks.

Ce texte est intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord parce qu'il exprime en peu de mots l'essence de la divergence qui oppose, à propos de l'État, les anarchistes aux marxistes ou plus exactement aux sociaux-démocrates de toutes tendances qui fondent l'essentiel de leur action sur la conquête ou l'exercice du pouvoir.

Cette politique a, aujourd'hui, historiquement, fait ses preuves, et il faut, par exemple, la foi aveugle d'un croyant (pas toujours désintéressé!) pour imaginer que François Mitterrand ou Lionel Jospin aient le moindre point commun avec la classe ouvrière.

Mais il est vrai qu'on peut nous objecter à nous, anarchistes qu'aucune formule incantatoire ne peut exorciser l'État qui demeure une réalité avec laquelle les exploités et les opprimés sont bien obligés de compter... Soit, mais si l'on admet par ailleurs, que toutes les théories sur le «*dépérissement de l'État*» se sont avérées fausses, si, par ailleurs, on continue à définir l'État comme un instrument de coercition au service d'une classe dirigeante. Alors, discutons de la place qu'un révolutionnaire peut occuper par rapport à l'État.

Sans nier la difficulté du problème, sans sous-estimer par exemple l'importance des problèmes liés à la forme de l'État (démocratique ou totalitaire), il semble avéré qu'un révolutionnaire ne peut, sous peine de se renier, «*s'investir dans l'appareil d'État*».

Et nous retrouvons le problème de l'indépendance de classe des organisations ouvrières, la nécessité de combattre pour le refus de leur intégration dans l'appareil d'État qui ne saurait, par la seule présence de «*ministres ouvriers*» voire même de «*commissaires du peuple*» changer de nature.

A ce propos, on notera avec intérêt qu'aujourd'hui les partis «*socialistes*» au pouvoir remettent même en cause, dès lors qu'ils sont rentables des pans entiers du secteur public et livrent sans vergogne les «*personnels à statuts*» à la loi de la jungle de l'exploitation capitaliste.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

On notera également la façon dont Malatesta abordait le problème de la «*dictature du prolétariat*» autrement dit de la nécessité ou non de la violence révolutionnaire.

A ce propos, les révolutionnaires devraient se garder de ne rien sacrifier. Il ne faut pas faire de nécessité vertu. L'usage de la violence n'est en rien une garantie de pureté révolutionnaire. A moins de croire aux vertus des rites sacrificiels qui appartiennent aux vieux fatras dont la révolution devait nous débarrasser, il nous faut bien considérer que l'usage de la violence, lorsqu'il devient nécessaire, doit être manié avec le maximum de prudence politique. Mais à propos du mot révolution lui-même, peut-être conviendrait-il de s'interroger. Nous avons tous connu de ces militants «*révolutionnaires*» à la recherche d'un impossible absolu et ne juraient que par la révolution qu'avec un grand R et que l'émergence d'un processus révolutionnaire qu'ils étaient totalement incapables de concevoir - tant il présentait de confusions et de contradictions - trouvait totalement désespérés... «*Pauvres révolutionnaires*»...

Mais pour en revenir à la «*dictature du prolétariat*», Malatesta a certainement raison d'opposer en période révolutionnaire le «*pouvoir effectif de tous les travailleurs d'accord pour abattre la société capitaliste*» à la «*dictature d'un parti ou plutôt des chefs d'un parti*» qui, elle, marquera la fin du processus révolutionnaire en transformant la dictature du prolétariat en dictature sur le prolétariat. Mais qu'on n'aille pas imaginer que cette conception de la dictature du prolétariat soit l'apanage des seuls bolcheviks. Elle était largement partagée par tous les courants de la social-démocratie et Léon Blum lui-même s'exprimant au Congrès de Tours, déclarait froidement à propos de la dictature du prolétariat:

«*Où est par conséquent le désaccord? Il n'est pas non plus dans le fait que la dictature du prolétariat soit exercée par un parti. En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les soviets, mais par le*

parti communiste lui-même. Nous avons toujours pensé en France que demain, après la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du parti socialiste lui-même devenant, en vertu d'une fiction à laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier».

LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Enfin, et à l'intention des apprentis bureaucrates qui, eux, à la dictature du prolétariat préfèrent celle de la bourgeoisie et de son état, dont ils se font les larbins, saluons la façon dont, en 1919, Malatesta polémiquait avec les bolcheviks:

«Lénine, Trotsky et Cie sont certainement des révolutionnaires sincères à la façon dont ils comprennent la révolution et ils ne trahiront pas; mais ils préparent les cadres gouvernementaux qui serviront à ceux qui viendront après pour profiter de la Révolution et la tuer. Ils seront les premières victimes de leur méthode et, avec eux, je le crains, tombera la révolution...».

C'est de cette façon que les militants ouvriers doivent discuter entre eux.

L'Internationale ouvrière reste à construire et elle ne pourra l'être que dans le strict respect des règles de la démocratie ouvrière qui implique que chacun puisse librement exprimer son point de vue.

Nul ne saurait prétendre détenir le monopole de la vérité. L'histoire nous a appris que les erreurs ne se situaient pas nécessairement et toujours du même côté. Certes, il y a eu Cronstadt. Mais de leur côté, les anarchistes ont-ils lieu d'être fiers de leur participation au gouvernement du Front populaire espagnol, pendant qu'on assassinait les militants du POUM?

Alors,... discutons, mais pour que les choses soient claires et même si pour les imbéciles elle peut prêter à sourire, en ce qui me concerne, ma devise demeure: *ni dieu, ni maître!*

Alexandre HÉBERT.
